Voici la troisième et dernière partie de notre analyse sur les mobilisations populaires et les crises politiques qui se sont développées en Europe de l'Est ces dernières années dans un contexte de crise capitaliste.

Article publié originellement le 18 juin 2015 dans *Révolution permanente*.

Après avoir abordé dans les parties précédentes le contexte dans lequel ces explosions sociales et crises politiques se produisent, ce que cela implique pour le discours des capitalistes au niveau mondial ainsi que les limites de ces mouvements, nous avançons ici quelques pistes programmatiques pour essayer de dépasser ces difficultés.

Penser les voies du passage de la « restauration » vers la « transition »

La question de défendre un programme de classe, indépendant des classes dominantes locales et des impérialistes, est fondamentale. Surtout dans cette région où vers la fin des années 1980 plusieurs pays ont connu une série d'importantes luttes ouvrières contre les bureaucraties staliniennes incapables de résoudre la crise économique et sociale qui traversait l'ensemble du « bloc socialiste ».

Les révoltes populaires dans plusieurs pays ont réussi à renverser les vieux régimes staliniens mais ont été capitalisées et déviées par différentes variantes politiques bourgeoises et restaurationnistes. Précisément, la pression de la classe ouvrière est l'un des facteurs qui a conduit, au début des années 1990, une partie de la bureaucratie stalinienne à adopter la voie de la restauration capitaliste.

Dans aucun de ces cas les travailleurs n'ont été capables de freiner le processus de restauration capitaliste et l'instauration de régimes de démocratie bourgeoise en défendant leur propre programme de révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Au contraire, une partie significative du prolétariat a décidé, bien que sans enthousiasme, de soutenir des variantes pro-capitalistes.

Aujourd'hui que l'on commence à voir surgir des brèches dans ces régimes instaurés au début des années 1990, la classe ouvrière devrait éviter de commettre les mêmes erreurs. Pour cela, il faut que ses alternatives soient radicalement différentes des « solutions » apportées par la bourgeoisie et l'impérialisme.

Ainsi, face aux régimes corrompus et répressifs il n'est pas possible de proposer des changements et des réformes superficiels ou limités au cadre existant. Au contraire, c'est tout le cadre qu'il faut renverser. En ce sens, la revendication d'une Assemblée Constituante basée sur la plus large démocratie pourrait devenir un premier pas pour avancer vers la satisfaction des demandes démocratiques structurelles des masses.

De cette façon, les travailleurs, la jeunesse et l'ensemble des opprimés pourraient défendre des

mesures telles que tout politicien gagne le même salaire qu'un ouvrier qualifié, ce qui empêcherait que la politique devienne une source d'enrichissement personnel pour une poignée de politiciens corrompus. Et cela d'autant plus qu'il s'agit ici d'un problème central dans l'ensemble des pays de la région et génère un rejet généralisé.

Mais cela n'est pas encore suffisant pour garantir que ces politiciens ne gouvernent en faveur des intérêts des capitalistes. C'est pour cette raison qu'en plus de défendre la revendication de l'élection de tous les postes de responsabilité dans l'Etat on devrait mettre en avant la révocabilité à tout moment des députés, des ministres, des juges, etc.

Dans cette région, la question de l'oppression nationale se pose pour les peuples concernés non seulement face à l'impérialisme mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Le nationalisme a été utilisé par plusieurs courants restaurationnistes pour diviser les exploités et ainsi pouvoir tirer profit de la réintroduction du capitalisme. C'est pour cela que le droit à l'autodétermination pour les populations opprimées de la région est aussi une revendication démocratique centrale et la seule manière de poser les bases d'une réelle fraternité entre les peuples.

Mais dans les ex-Etats ouvriers bureaucratisés d'Europe de l'Est une question occupe une place majeure, peut-être comparable à celle que la réforme agraire pouvait jouer à une autre époque : la renationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion des ouvriers et de la population de toutes les entreprises et services publics privatisés pendant le processus de restauration capitaliste. Cette revendication pourrait être élargie aussi aux entreprises privées ouvertes pendant ce processus et qui qu'aujourd'hui en pleine crise décident de fermer ou de licencier massivement.

En effet, si l'appropriation privée de la richesse produite collectivement est l'une des caractéristiques fondamentales du capitalisme, dans les ex-Etat ouvriers bureaucratisés la restauration capitaliste a impliqué un vol à grande échelle de la propriété et de la richesse nationale produite au cours de plusieurs décennies par l'ensemble de la société. C'est le caractère ouvertement criminel et contemporain de cette sorte « d'accumulation primitive de capital » au sein de ces pays qui permet que cette revendication soit fondamentale et clairement compréhensible par les masses laborieuses.

Cette mesure serait non seulement une façon de répondre à l'urgente question du chômage, notamment parmi les jeunes, mais aussi une base solide pour la mise en place d'organes d'auto-organisation de la classe ouvrière et des masses. Et cela permettrait alors de proposer une réponse à la question de la « participation populaire » dans la prise de décisions économiques et politiques dans la société.

Ces organes d'auto-organisation des masses pourraient même se développer jusqu'à créer des formes de double pouvoir et disputer celui-ci à la bourgeoisie en se dégageant de la tutelle et de l'oppression impérialiste.

Mais pour mettre en branle les classes populaires dans la défense d'un tel programme, il faudra une

organisation. Une organisation qui soit capable de répondre non seulement à des questions d'ordre pratique mais avant tout politique. En ce sens, l'une des tâches préparatoires face à des (très) probables nouvelles explosions sociales, voire des processus révolutionnaires, est la construction d'un parti des travailleurs, de la jeunesse et de l'ensemble des opprimés. Autrement dit, un parti qui soit complètement différent de ceux qui se sont développés jusqu'à présent dans la région, un parti qui soit décidément révolutionnaire et du côté des exploités et des opprimés. Un organisateur collectif qui soit capable de tirer les leçons des luttes passées et récentes et ainsi préparer les victoires futures. Pour cela, la récupération par les masses exploitées de cette région de l'héritage politique et idéologique du trotskisme, seul courant marxiste à avoir dénoncé dès le début la déformation bureaucratique de l'ex-URSS dominée par Staline, sera fondamentale.